

Quelques dates de l'histoire du droit du travail

1864	Abolition du délit de coalition.	1950	- Loi instituant l'échelle mobile du SMIG (qui devient le SMIC en 1970). - Loi qui prévoit les conventions collectives de branches.
1884	Loi Waldeck-Rousseau sur la liberté syndicale.		
1892	Création de l'inspection du travail.		
1898	Loi sur les accidents du travail.	1968	- Autorisation de création de sections syndicales dans les entreprises de plus de 50 salariés.
1906	Obligation du repos hebdomadaire.	1971	- Loi sur la formation professionnelle.
1919	- Loi sur les conventions collectives. - Journée de 8 heures (semaine de 48 heures).	1982	Lois Auroux : • accroissement des moyens mis à la disposition des salariés élus dans l'entreprise (locaux, heures, formation) ; • obligation de négociation annuelle pour les entreprises (salaires et temps de travail) et pour les branches (annuellement pour les salaires et tous les 5 ans pour les classifications) ; • création des CHSCT ; • organisation du droit d'information et d'expression des salariés.
1928	Loi instituant les assurances sociales.		
1936	Accords Matignon : • les 40 heures, les 15 jours de congés payés ; • création des délégués d'entreprise ; • généralisation des conventions collectives.		
1945	Ordonnance instituant les comités d'entreprises.		
1946	Droit syndical, droit de grève et droit à la sécurité sociale reconnus dans le préambule de la Constitution.		

Quelques luttes et mobilisations marquantes de la décennie 1990

1986	Mouvement étudiant contre le projet de loi Devaquet.
Sept.-oct. 1988	Importante mobilisation des infirmières. Revendications salariale et statutaire.
1989	Longue grève aux usines Peugeot contre la rigueur salariale.
1990-1992	Long conflit des dockers.
Automne 1991	Grande manifestation unitaire des agriculteurs (opposition à l'effondrement des cours).
16 janvier 1994	Grande manifestation pour « la défense de l'école publique ».
25 nov. 1995	Manifestation pour le maintien de la loi Veil et pour la parité.
Décembre 1995	Ample mouvement social de plusieurs catégories de la fonction publique et des services publics (cheminots en première ligne). Défense des acquis sociaux et des services publics.
Juin 1996	La Gay Pride réunit 100 000 personnes (revendication d'une reconnaissance légale des couples homosexuels).
1996	Occupation du Crédit Foncier avec une large participation de cadres.
Mars-août 1996	Mouvements des sans-papiers avec occupation d'églises à Paris (autres mobilisations en 1993 et 1998 notamment).
Fin 1996	Lutte des routiers salariés contre leurs employeurs.
Hiver 1997-98	Mouvement des chômeurs. Occupations d'antennes ASSÉDIC.
2000	Mouvement des enseignants contre le ministre Allègre et sa politique.